

Prévention de conflits entre agriculteurs et éleveurs : expérience dans quelques villages du Borgou (Nord-Bénin)

Valérien AGOSSOU¹, Gérard BALTISSSEN² et Adolphe SAVI³

Résumé

Les éleveurs peulhs, autochtones du Bénin, migrent à une certaine période de l'année vers les régions méridionales du pays, à la recherche de l'eau et du fourrage. Au cours de ces déplacements, les dégâts dans les champs de culture, dus à la divagation des animaux ainsi que l'accès de plus en plus limité des peulhs aux ressources du terroir sont une source de conflits réguliers entre agriculteurs et éleveurs. Les comités de transhumance initiés par l'état et les règlement de conflits par les brigades des forces de sécurité n'ont pas apporté de solutions satisfaisantes au problème. La Recherche-Développement de l'INRAB a développé une approche participative axée sur le dialogue entre agriculteurs et éleveurs puis des discussions de groupes et des réunions-débats en vue de rechercher des solutions durables. Cette démarche a permis de déterminer les causes profondes des relations conflictuelles entre agriculteurs et éleveurs. Lors des forums de discussion, les villages ont pris quelques résolutions et dispositions face au problème. Des parcours pastoraux ont été délimités et matérialisés grâce à la sensibilisation de propriétaires des couloirs. Un comité permanent de prévention et de règlement de conflits a été mis sur pied pour une autogestion villageoise des conflits. Il travaille à la coexistence pacifique entre agriculteurs et éleveurs, et à la promotion de l'intégration agriculture-élevage. Les résultats obtenus dans cinq villages d'expérimentation ont suscité beaucoup d'enthousiasme et une autodiffusion au sein des communautés rurales riveraines, qui ont sollicité le concours des villages expérimentateurs pour s'informer de l'organisation à mettre en place et pour tracer les couloirs de passage.

Mots-clés: Bénin, Borgou, Recherche-Développement, transhumance, conflit agriculteurs-éleveurs.

INTRODUCTION

Le département du Borgou est une zone soudanienne au nord du Bénin où les activités pastorales sont très développées.

Le cheptel bovin assez important dans la zone conduit à des déplacements fréquents et réguliers des troupeaux (UvA, UNB, 1993) et à la divagation d'animaux qui occasionnent de fréquents dégâts sur les cultures.

¹V. AGOSSOU est pédologue, membre de la Cellule Gestion de Terroir du Projet Recherche Appliquée en Milieu Réel, (INRAB)

²G. BALTISSSEN est pédologue aménagiste, membre de la Cellule Gestion de Terroir du Projet Recherche Appliquée en Milieu Réel, (INRAB)

³A. SAVI est Socio-économiste de l'équipe Recherche-Développement du Borgou, (INRAB)

Les diagnostics participatifs menés dans tous les villages du Borgou révèlent que la divagation est un problème brûlant qui crée des conflits parfois sanglants entre agriculteurs et éleveurs d'une même localité et entre les indigènes et les transhumants (CARDER Borgou, 1997). Les brigades de la gendarmerie sont chaque année sollicitées, pour connaître des cas de dégâts sur culture et/ou de coups et blessures. Les règlements souvent prononcés ne satisfont généralement pas les deux parties adverses.

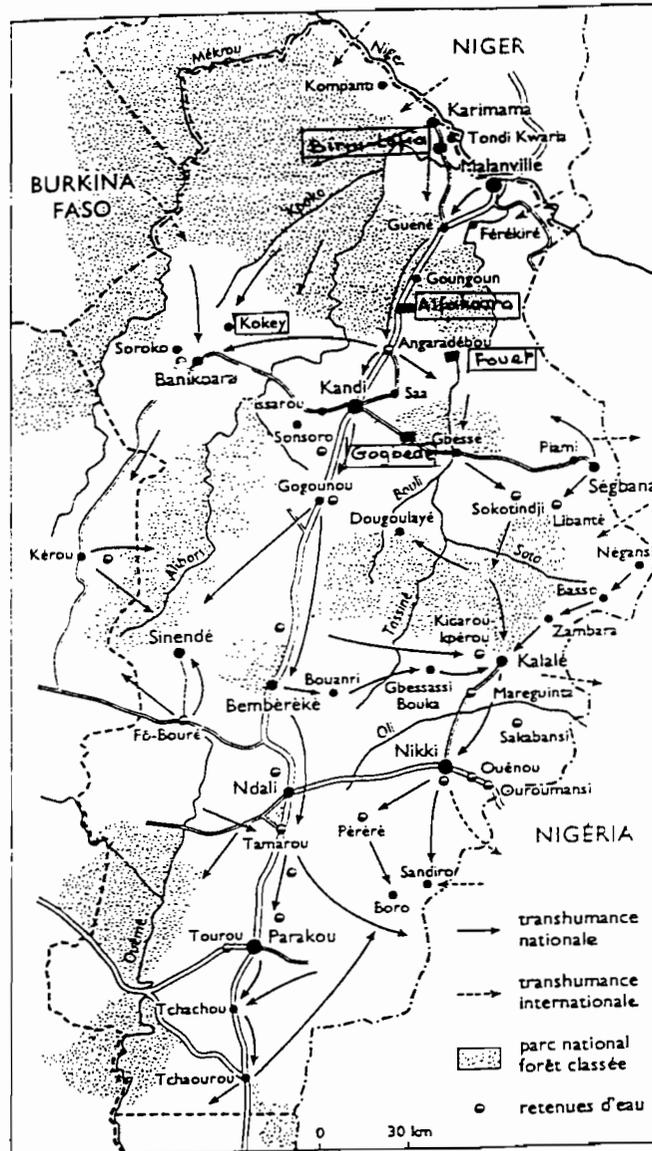
Même l'initiative prise par l'administration, pour une certaine gestion des comités de transhumance aux niveaux communal et sous-préfectoral, n'a toujours pas apporté les résultats escomptés. Le constat est que le problème perdure sans s'atténuer.

Un aspect assez capital du problème est le désir des éleveurs autochtones d'assurer

leur accès aux ressources naturelles du terroir. Ces éleveurs, autrefois nomades, trouvent de plus en plus qu'il leur faut des domaines pour le pâturage et des terres propres pour y exercer l'agriculture. D'un autre côté, les agriculteurs, maîtres des terres, devant la poussée démographique et le désir d'une vie matérielle meilleure, étendent les terres de cultures au détriment des pâturages et des couloirs de passage.

C'est alors que la R-D, face à la réalité de terroir limité, de la légitime aspiration des uns à récupérer leurs terres, des autres à se garantir des couloirs de passage, un lieu de pâturage et des champs de culture, a initié dans quelques villages du Borgou (carte 1), une expérience visant à mettre au point une démarche qui pourrait contribuer à ce que les deux groupes négocient et trouvent des solutions consensuelles. Cette étude fait cas de quelques aspects méthodologiques de conduite de la démarche et de certains résultats déjà obtenus.

Carte 1: Situation des sites d'expérimentation (avec mouvements et directions de la transhumance dans le Borgou : (UvA, UNB, 1993)



METHODOLOGIE

Les sites d'expérimentation sont des villages de recherche-développement et certains villages dans lesquels le problème de conflits entre agriculteurs et éleveurs se pose avec acuité.

La méthodologie comporte essentiellement des entretiens de groupes et des forums de discussion. Une série de forums est organisée pour éviter d'avoir à débattre de tous les aspects en une seule fois. On évite ainsi de mobiliser les villageois pour un long moment, et on offre à ces derniers la possibilité de mûrir leurs réflexions entre deux forums.

ENTRETIENS DE GROUPES

Les entretiens de groupes préparent le premier forum par la réflexion, au niveau des groupes sociaux, sur les causes et les approches de solution au problème. Ils se déroulent sous forme d'interviews semi-structurées (BALTISSSEN et AGOSSOU, 1997). Dans ces interviews, on se sert d'un guide d'entretien (AGOSSOU et BALTISSSEN, 1998) qui indique les points les axes essentiels autour desquels portera l'entretien. Les interviews sont menés séparément avec les femmes, les jeunes,

les agriculteurs adultes et les peuls éleveurs (autochtones et transhumants), mais pas nécessairement le même jour pour tous les groupes. Pendant la saison sèche, on a la participation des transhumants.

A la fin de l'entretien avec chaque groupe, une restitution est faite au groupe ; puis on prépare un représentant du groupe pour faire la même restitution au forum. Cette restitution s'appuie sur un support avec des symboles indiquant les causes/sources de conflits; devant chaque cause on mentionne les actions que propose le groupe ainsi que les conditionnalités pour sa réussite.

PREMIER FORUM DE DISCUSSION

Une phase préparatoire constituée de rencontres est observée avant la tenue du premier forum. Une première rencontre des structures qui appuient le village (CARDER, ONG, etc.), au cours de laquelle les résultats des entretiens de groupes sont restitués. Ceci permet de déterminer les points à débattre et de préciser le rôle des personnes externes au village (modération, neutralité, parole laissée aux villageois). Une deuxième rencontre des structures externes avec une représentation du village telle que le comité de concertation, permet de discuter des aspects organisationnels et logistiques, de la date et

du lieu de la tenue du forum. A cette rencontre, les participants au forum sont identifiés et une invitation leur est adressée par la suite. Une autre rencontre a lieu également avec le sous-préfet et le Commandant de Brigade afin de leur résumer succinctement le travail à faire et leur préciser l'attitude attendue d'eux.

Le cheminement opérationnel du forum est comme suit:

- une introduction par l'animateur: donner les objectifs, annoncer le déroulement du forum et rappeler les entretiens qui ont déjà eu lieu;
- un exposé des représentants des groupes interviewés : chaque groupe social, par son délégué, présente les résultats de ses réflexions et répond aux questions d'éclaircissement;
- une synthèse des exposés et proposition de thèmes de débats: après tous les exposés, recueillir les réactions de l'assistance, faire une synthèse en soulignant les points d'attention ressortis des exposés, et les retenir comme thèmes de débats pour le premier forum ;
- un débat des thèmes et leur synthèse: souligner la perception des agriculteurs et des éleveurs sur chaque thème débattu et le consensus obtenu. La délimitation et la gestion des parcours est l'un des thèmes de débat que le guide d'entretien permet d'identifier. Avant de clore les débats sur ce thème, il faut amener les populations à proposer une organisation pour le tracé et la matérialisation des parcours acceptés de tout le monde. Il faut mettre sur pied un comité provisoire d'agriculteurs et d'éleveurs pour un travail de prospection à discuter au forum suivant.

DEUXIEME FORUM DE DISCUSSION

Un deuxième forum est convoqué pour poursuivre les discussions sur les aspects de prévention, d'intégration agriculture-élevage et de structure villageoise pour prendre en main la gestion du problème.

Avant le forum, il faut convenir avec les populations de la date et du lieu et appuyer le comité provisoire de délimitation dans la préparation de son exposé. Au niveau de l'encadrement, on apprête un résumé des résultats du premier forum avec un accent

sur les résolutions et les points restant à débattre.

Le cheminement opérationnel du deuxième forum est le suivant:

- introduction par l'animateur; explication des objectifs: apprécier les résultats des travaux du comité provisoire et poursuivre les réflexions sur les actions à entreprendre ;
- exposé du travail du comité provisoire: un membre expose le travail de prospection et de délimitation en s'aidant d'une carte du terroir sur laquelle les parcours ont été matérialisés. Il souligne les difficultés rencontrées. Après les réactions de l'assistance, on fait une synthèse des parcours retenus;
- débat sur l'intégration agriculture-élevage et gestion des parcours; quelques thèmes d'intérêt pour le domaine sont discutés. Par exemple:
 - . suivi du respect des résolutions sur la gestion des parcours;

- . accueil et suivi des transhumants;
- . promotion de contrat de pacage dans les champs;
- . promotion de technologies prometteuses pour l'intensification de l'agriculture au sens large ;
- . les besoins en formation.

L'animateur introduit chaque thème en expliquant et en donnant les objectifs visés. Ensuite par « brainstorming », on recueille les idées et on fait une synthèse autour de ce qui fait le consensus.

- discussion sur le profil et le rôle d'un comité villageois de prévention et de règlement de conflits : on recueille les avis des agriculteurs et des éleveurs sur la taille, la composition indiquée, les tâches à court terme et les besoins en appui. Ce comité peut être une structure déjà existante comme le comité de concertation (BALTISSSEN et AGOSSOU, 1997). Avant l'installation de ce comité, on stimule les échanges sur comment prévenir les conflits, comment les régler et on définit la mission avec les objectifs principaux.

- installation du comité en cas d'une nouvelle organisation villageoise.

- chaque groupe ou structure désignée pour faire partie du comité se concertent séparément pour choisir ses représentants;

- . présentation des membres élus à l'assistance;

- . discussion sur la première rencontre du comité pour élire son bureau et élaborer un calendrier d'activités;

- . clôture par les autorités locales et administratives.

La restitution des travaux de ces entretiens de groupes par des villageois a eu une bonne introduction lors du forum. En centrant les débats sur les thèmes dégagés des exposés introductifs, les forums ont duré environ 2 à 3 heures suivant les villages.

Il est apparu que la participation d'un grand nombre de peulhs, quoique utile, n'est pas essentielle. Il faut identifier les responsables ou chefs peulhs ayant une grande emprise sur ce groupe et les faire participer. Il est également utile d'inviter à titre d'observateurs, des représentants de villages limitrophes, pour faciliter le prolongement des couloirs de passage qui peuvent déboucher sur leur terroir.

RESULTATS ET DISCUSSION

ASPECTS METHODOLOGIQUES DE LA DEMARCHE

Les entretiens de groupe menés avant le premier forum, ont stimulé la réflexion dans des groupes sociaux et facilité l'expression des groupes marginalisés (femmes, peulhs). Ils ont permis d'avoir la perception des différents groupes sur le problème et surtout d'avoir des thèmes de discussion pour le premier forum.

Dans la distribution de la parole, l'animateur veille à requérir l'avis des peulhs sur chacun des points débattus. Il doit être attentif aux différents commentaires/remarques et faire preuve d'une vivacité d'esprit, pour synthétiser les interventions autour des différents points débattus pour un bon avancement des débats. L'animateur veille constamment à avoir une attitude positive des participants: il ramène fermement et avec douceur tout intervenant, dont les propos teintés d'animosité ne permettent pas de maintenir une ambiance de respect mutuel.

Les résolutions issues des débats sont restituées aux participants comme des réglementations ou des dispositions locales à faire connaître à tous les usagers du terroir et à l'autorité administrative.

Par rapport à l'idée qu'un minimum d'études sur le foncier est indispensable pour bien aborder cette question de conflits, l'expérience montre que lorsque les discussions viennent avec insistance sur ce terrain, il faut éviter d'arbitrer. Pour faire avancer les débats, il faut souligner la nécessité pour les uns et les autres d'avoir accès aux ressources naturelles du terroir. Ensuite requérir leurs propositions devant cette nécessaire concession sans laquelle il va être difficile d'instaurer une paix durable.

Pour la mise sur pied d'une structure villageoise d'autogestion des conflits, l'animation doit amener à ce que ce soit

un besoin exprimé par le village. Pour l'efficacité de la structure, les discussions sur la composition doivent faire ressortir la nécessité de sages qui imposent le respect et la présence de jeunes dynamiques pour les travaux de terrain.

RESULTATS ET ANALYSE DU PREMIER FORUM

Thèmes

Les préoccupations qui sont ressorties lors des premières interviews, ont été regroupées en thèmes pour discussion. On a enregistré 4 à 6 thèmes par village. Après les exposés introductifs des villageois lors du premier forum, des thèmes ont été regroupés et on en a eu à débattre de 3 à 4. Ces thèmes sont présentés dans le tableau 1:

Tableau 1: Thèmes débattus par village

THEMES	Kokey	Birni Lafia	Gogbèdè	Alfakoara	Fouet
1. Comportements favorisant les relations conflictuelles	X	X	X	X	X
2. Cadre et mode de règlement des cas de dégâts sur culture	X	X	X	X	X
3. Non-délimitation des couloirs de passage et pâturages	X	X			X
4. Disponibilité et accès aux ressources terre, pâturage et eau		X	X	X	
5. Conduite et gestion des troupeaux	X		X		

Les points identifiés au cours des travaux préparatoires qui ont été discutés sans plus être un thème spécifique de débat sont:

- l'occupation et la gestion des parcours;
- l'élevage des petits ruminants;
- le contrat de pacage et la vaine pâture

Causes de conflits

D'un village à un autre et entre les groupes sociaux d'un même village, les causes ou sources de conflits sont variées (tableau 2). Il est significatif de noter de ce tableau que:

- les villages (Birni Lafia, Alfakoara et Gogbèdè) situés à proximité d'une forêt classée, évoquent l'insuffisance de ressources comme une source de conflits;

- les femmes sont pratiquement seuls à attirer l'attention sur la divagation des petits ruminants;
- les villages encadrés par les ONG et projets comme Alfakoara et Fouet, font une liaison entre l'inexistence d'un cadre de concertation et les conflits ;

Trois causes de conflits ont été soulevées dans tous les villages:

- les dégâts dans les champs de culture,
- la non-délimitation d'aires pastorales liée à la dispersion des champs et le pâturage nocturne. Par ordre d'importance, les dix causes principales (directes et indirectes) apparaissent comme suit:

- dégâts dans les champs de culture;
- non-délimitation ou occupation des couloirs de passage ;
- non-délimitation d'aires pastorales liées à la dispersion des champs ;
- le pâturage nocturne ;
- insuffisance d'aires agricoles et pastorales limitant l'accès de certaines couches sociales aux ressources naturelles ;
- mauvaise garde ou conduite des animaux par les enfants ;
- divagation des animaux ;
- insuffisance de points d'eau ;

- violence sur les animaux en divagation ou sur les bouviers ;
- pillage des greniers par les éleveurs.

Solutions

Par rapport à chaque cause, les actions ou résolutions retenues sont consignées dans le tableau 3.

Quelques solutions non retenues après discussions sont:

- l'ouverture de domaines classés à l'agriculture ou le recul des limites de ces domaines ;
- l'ouverture des couloirs de passage dans des réserves de faune ;
- l'interdiction de la transhumance et l'abrogation de la délivrance du droit de passage par l'administration aux transhumants;
- l'interdiction aux éleveurs de pâturer dans les champs, même récoltés;
- la mise en demeure aux peulhs autochtones de retourner là où ils étaient avant de s'installer au village;
- l'autorisation de coups et blessures sur les peulhs agressifs;
- l'autorisation de l'abattage des éléphants qui s'aventurent dans les zones de culture;

- l'interdiction de la garde ou la conduite des animaux par les enfants.

Les solutions retenues sont celles qui peuvent être mises en oeuvre et qui ne sont pas en contradiction avec les textes en vigueur. Elles sont pour la plupart à la portée des populations. La multiplication de points d'eau voulue par les villageois, a été reformulée après discussions en recherche d'appui pour la construction de points d'eau.

Certaines solutions ont besoin pour leur réussite de l'appui de l'autorité administrative. Il s'agit notamment de l'entrée des transhumants étrangers suivant un calendrier approprié et le respect des dispositions locales par le comité villageois de prévention des conflits.

Pour certaines solutions, il faut s'attendre à des résultats à long terme. C'est le cas du déstockage pour une bonne gestion du troupeau et l'adoption des technologies pour l'intensification de l'agriculture et la culture fourragère.

Comité de prospection et de délimitation des couloirs de passage

Au cours du premier forum, la nécessité de couloirs de passage, assez larges, bien matérialisés, connus et respectés de tous a été soulignée dans tous les villages. Pour ce faire, le forum a mis sur pied (sauf B Alfakoara) un comité provisoire composé d'agriculteurs et de peulhs pour faire le travail de prospection, et de délimitation des couloirs de passage. A Alfakoara, le comité de concertation (la structure villageoise pour la coordination des activités de développement) a été chargé de l'exécution de cette tâche. Le nombre de membres, selon les villageois varie de 8 à 10 personnes.

RESULTATS ET ANALYSE DU DEUXIEME FORUM

Le comité provisoire de prospection a présenté le tracé des couloirs de passage (nouveaux et anciens). Le nombre des couloirs varie par terroir. La largeur minimale est de 50 mètres. La délimitation a été faite

par écorçage des arbres. Par suite certains villages ont acheté de la peinture pour rendre les marques plus visibles. Le résultat des tracés de couloirs est visualisé sur fond de carte du terroir villageois. L'exemple de Kokey est donné sur la figure 2. Tous les propriétaires de champs traversés par les couloirs ont été identifiés. Là où des résistances ont été signalées et les mesures prises exposées, il est apparu qu'après des explications, les propriétaires qui étaient peu informés, ont cédé ce qui était nécessaire pour les couloirs de passage.

On a enregistré le mécontentement de certains villages limitrophes qui n'ont pas apprécié l'arrivée inattendue de couloirs de passage sur leurs terroirs. Des négociations ont permis d'aplanir ces difficultés et d'assurer la continuation des couloirs sur les terroirs voisins.

Pour veiller au respect des nouvelles dispositions locales, un comité permanent de prévention et de règlement de conflits a été mis sur pied. C'est généralement le comité provisoire de délimitation des couloirs de passage qui est reconduit, avec l'ajout de quelques membres. La mission assignée à ce comité est de veiller à la cohabitation pacifique entre agriculteurs et éleveurs et les objectifs

principaux sont la prévention et le règlement des conflits. Il a été demandé au comité de se réunir dans les prochains jours pour son organisation interne, la définition des tâches à entreprendre à court terme et l'identification des besoins en appui.

CONCLUSION

Une démarche participative qui assure des échanges et discussions entre agriculteurs et éleveurs dans le respect mutuel, peut positivement aider à atténuer la contrainte au développement local que sont les conflits entre agriculteurs et éleveurs. La pertinence d'un processus d'analyse en sous-groupes de la contrainte, d'une recherche de solutions et de gestion des actions par les acteurs, a été bien mise en évidence B travers les résultats obtenus sur le terrain. Il s'agit notamment de.

- résolutions sur les changements de comportements et de pratiques nécessaires pour assurer l'accès des uns et des autres aux ressources du terroir;
- tracé, d'élargissement et de matérialisation des couloirs de passage, avec l'accord des propriétaires terriens qui ont volontiers, après des explications et sensibilisations, cédé la portion de

- leur terre qui était demandée;
- comité permanent désigné pour faire respecter les nouvelles règles de conduite à considérer comme des dispositions locales.

Ces résultats ont suscité beaucoup d'enthousiasme dans les villages riverains à certains villages d'essai (Kokey et Birni Lafia). Ces villages riverains ont alors sollicité et obtenu l'assistance de ces derniers pour l'organisation à mettre en place et pour le tracé des couloirs de passage. Un tel écho a été possible grâce à la radio locale, les contacts pris avec les villages voisins pour le prolongement des couloirs de passage. La participation de l'administration qui a fait connaître l'expérience aux maires d'autres localités, a contribué également à l'intérêt enregistré.

Pour augmenter les chances de succès du transfert de responsabilité pour le développement local, dans le cadre de la décentralisation en vue, les résultats obtenus nous confortent dans la pensée que l'expérience dont il est fait état ici, est une voie à travailler et à mettre à la disposition de toutes les localités. Les sous-préfets qui ont participé aux forums,

n'ont pas manqué d'exprimer aux populations, leur satisfaction devant la prise en main de leur problème par elles-mêmes, de les féliciter et de les encourager à s'organiser pareillement, pour des réactions positives devant les autres contraintes de développement de leur localité.

Il faut reconnaître que la participation villageoise a été peu fructueuse lors de la réflexion sur l'amélioration de l'intégration agriculture-élevage. Or il est utile que le comité soit capable d'aider à la promotion de la conservation des ressources naturelles à l'échelle du terroir, et à l'intégration agriculture-élevage à l'échelle des exploitations. Pour ce faire, il faudra élaborer des outils qui permettent au comité de prévention, de réfléchir aux causes de dégradation du couvert végétal, d'amenuisement des pâturages, d'assèchement et de comblement des bas-fonds et d'acquérir ou d'améliorer sa capacité d'intervention en gestion de terroir.

Enfin, une certaine reconnaissance au niveau de l'administration, de la réglementation locale et des prérogatives du comité est nécessaire, pour que ce dernier ait les coudées franches pour agir, surtout sanctionner les contrevenants aux règles.

REFERENCES
BIBLIOGRAPHIQUES

AGOSSOU V. et BALTISSSEN G., 1998.
Approche Participative au Niveau
Village pour des actions de
développement rural. Démarche de
prévention des conflits entre
agriculteurs et éleveurs.
DIFOV/INRAB. Cotonou.

BALTISSSEN G. et AGOSSOU V., 1997.
Approche Participative au Niveau
Village pour des actions de
développement rural. Diagnostic
Global. DIFOV/INRAB Cotonou.

CARDER Borgou, 1997. Programme Pilote
d'Appui au Monde Rural. CARDER
Borgou, Parakou, Bénin.

UvA, UNB, 1993. Rapport entre agriculteurs
et éleveurs au Nord-Bénin: écologie et
interdépendance transformée.
Rapport Final, Tome I.

ESQUISSE DU TERROIR DE KOKEY

